

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE

Auxerre, le 02/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERME EOLIENNE D'YROUERRE**

59 rue de Ponthieu  
Bureau 562  
75008 Paris

Références : 260068  
Code AIOT : 0005403151

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE D'YROUERRE implanté Lieu-dit les Bois des Plainottes 89700 Yrouerre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale biodiversité en éolien. L'éolienne visitée dans le cadre de la présente visite est l'éolienne E4.

Le référentiel réglementaire pour la présente visite est le suivant :

- Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
- Code de l'environnement
- Arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mai 2013

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERME EOLIENNE D'YROUERRE
- Lieu-dit les Bois des Plainottes 89700 Yrouerre

- Code AIOT : 0005403151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien, d'une puissance totale de 12 MW, est composé de 5 éoliennes d'une hauteur de 150 m en bout de pale, la hauteur du mât étant de 93,50 m.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Equipements de bridage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Dépôt légal des données de biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Transmission / mise à disposition du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2,3-II	Sans objet
4	Manipulation des espèces protégées	Code de l'environnement du 21/09/2000, article L 411-1	Sans objet
5	Retour d'expérience sur la mortalité du site	Code de l'environnement du 21/09/2000, article R 512-69	Sans objet
6	Bridage acoustique	Arrêté Préfectoral du 27/05/2013, article 8	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien d'Yrouerre construit en 2021 dispose d'un bridage en faveur des chiroptères et de l'avifaune. Le dernier suivi environnemental, réalisé selon le protocole de suivi environnemental reconnu par le ministère, a conclu à la nécessité et l'efficacité du bridage implémenté. Cette mesure de réduction coexiste avec un bridage acoustique.

L'exploitant n'a pas apporté d'éléments démontrant que, en cas de défaillance de l'un des systèmes d'activation de bridage, les éoliennes seraient mises à l'arrêt immédiatement.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Réalisation du suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le parc éolien a été autorisé par arrêté préfectoral du 27 mai 2013. Plusieurs modifications jugées non substantielles ont été actées par lettre préfectorale du 17 septembre 2015.</p> <p>Le parc éolien a été mis en service le 1<sup>er</sup> juin 2021.</p> <p>L'exploitant applique le protocole de suivi environnemental version 2018.</p> <p>Le premier suivi environnemental a démarré en août 2021 pour deux années. Il a été prolongé en 2023.</p> <p><u>Suivi comportemental avifaune et chiroptères</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• suivi de mortalité chiroptères d'août à octobre 2021 (17 cadavres), et de mai à octobre 2022 (12 cadavres). En 2022, un bridage du parc a eu lieu à partir d'août,</li><li>• suivi de la mortalité de l'avifaune d'août à octobre 2021 (6 cadavres), et de juin à octobre 2022 (16 cadavres dont 6 étourneaux sansonnet coincés dans le transformateur E4, action corrective faite sur les 5 transformateurs du parc). Un bridage par procédure d'alerte pour l'ensemble du parc, lors des journées de fort passage de Milans royaux et, d'autre part, en faveur des Grues cendrées par mauvaises conditions météo. Pour 2022, arrêts sur 12 jours différents représentant un total de 70 h.</li><li>• suivi de la migration post-nuptiale de septembre à novembre 2022.</li></ul> <p><u>Suivi de l'activité de l'avifaune et des chauves-souris à hauteur de nacelle</u> (éolienne E3) du 04/08/2021 au 31/10/2021 et du 21/03/2022 au 08/11/2022.</p> <p>Au vu du nombre d'enregistrements effectués et du recensement d'espèces sensibles aux collisions, un nouveau bridage en faveur des chiroptères a été mis en place au 01/04/2023 au 31/10/2023.</p> <p>Concernant l'avifaune, le bridage par alerte au printemps a été reconduit et, arrêt du parc du 01/10 au 31/10 entre 10 h et 16 h.</p> <p>Les mesures de réduction préconisées par le bureau d'étude (BE) ont été suivies par un nouveau suivi environnemental en 2023, conformément au protocole 2018.</p> <p><u>Suivi comportemental avifaune migratrice et nicheuse (2023)</u></p> <p>Conclusion du rapport :</p>

Concernant la Grue cendrée, il a été observé que l'espèce passe sur l'ensemble du site en contournant ou survolant les éoliennes, ainsi qu'un comportement de perturbation de plusieurs groupes à l'approche des turbines.

Le bureau d'étude note une augmentation de la population du Milan royal depuis l'état initial de 2010, cette donnée reflète la hausse générale observée en France. Le Milan royal étant sensible à la collision, l'enjeu est plus fort que lors de l'état initial. Les mesures correctives pérennes suivantes sont proposées :

Extrait du rapport :

*"Pour le Milan royal, il est proposé la mise en place d'un bridage des éoliennes E4 et E5 du 15/02 au 31/03 du lever du soleil à 16 h. Pour la période automnale, l'arrêt de l'ensemble du parc est proposé entre 10 h et 16 h. Ces mesures peuvent être remplacées par la présence d'un ornithologue en capacité de surveiller l'ensemble des machines désignées et de déclencher des arrêts sans délai en cas de détection d'une potentielle situation à risque impliquant le Milan royal. La mesure de bridage horaire peut également être remplacée par un système de détection-arrêt (SDA) dont les performances d'efficacité seraient vérifiées au préalable".*

*"Pour la Grue cendrée, sensible par mauvaises conditions de visibilité, le protocole d'arrêt par bulletins d'alerte réalisés par la LPO locale aux deux périodes de migration est adapté à l'enjeu."*

L'exploitant a indiqué se conformer aux conclusions du rapport. Par ailleurs, l'exploitant informe l'inspection de sa volonté d'étudier la mise en place d'un système de détection aviaire (SDA).

#### Suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères (2023)

2 cadavres de chiroptères ont été retrouvés :

- 1 Chiroptère indéterminé,
- 1 Noctule de Leister

9 cadavres découverts, de six espèces d'oiseaux dont 1 étourneau sansonnet en dehors du protocole standardisé :

- 3 Étourneaux sansonnets *Sturnus vulgaris*,
- 2 Faucons crécerelles *Falco tinnunculus*,
- 1 Rouge-gorge familier *Erithacus rubecula*,
- 1 Roitelet à triple bandeau *Regulus ignicapilla*,
- 1 Pigeon indéterminé *Columba* sp.
- 1 oiseau indéterminé *Aves* sp.

Le bureau d'étude a conclu à la nécessité et à l'efficacité des mesures réduction en faveur des chiroptères.

Concernant la mortalité des passereaux, le BE précise que dans l'état actuel des connaissances, il n'existe pas de mesures de réduction d'impact efficaces spécifiques aux passereaux. Les mesures d'asservissement déterminées pour les chiroptères peuvent participer à la réduction de l'impact sur les passereaux migrants nocturnes pendant la période de leur application.

Le parc ayant été mis en service le 01/06/2021, le prochain suivi environnemental est à faire dans un délai de 10 ans à compter de cette date.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Dépôt légal des données de biodiversité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi environnemental

**Prescription contrôlée :**

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par

l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le certificat de dépôt de sa déclaration en ligne faite le 23/05/2024. Cette déclaration récapitule l'ensemble des données brutes collectées sur les suivis faits depuis 2021 jusqu'en 2023.

Pour rappel, le versement des données doit être effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Transmission / mise à disposition du suivi environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2,3-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi environnemental

**Prescription contrôlée :**

Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée :

- les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis

**Constats :**

Liste des rapports de suivi environnemental et délai de transmission

Document	Date de fin de prospection	Date de transmission à l'administration	Délai de transmission
suivi comportemental avifaune	03/11/2022	19/06/2023	> 6 mois
suivi de la mortalité avifaune et chiroptères	24/10/2022	19/06/2023	> 6 mois
suivi de l'activité des chauves-souris à hauteur de nacelle	31/10/2022	19/06/2023	> 6 mois
suivi post implantation, suivi comportemental de	23/10/2023	03/04/2024	<6 mois

l'avifaune migratrice et nicheuse			
suivi de l'activité des chauves-souris à hauteur de nacelle	23/10/2023	03/04/2024	<6 mois
suivi de l'activité des chauves-souris à hauteur de nacelle	31/10/2023	03/04/2024	<6 mois
Le délai de transmission des derniers rapports n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			

#### N° 4 : Manipulation des espèces protégées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/09/2000, article L 411-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Découverte et information DREAL
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :</p> <p>La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis l'accusé de réception de demande d'autorisation de transport des espèces protégées de son bureau d'étude à l'administration en date du 17/02/2023.</p> <p>Depuis le 27/05/2025, une instruction de l'exploitant définit les modalités de transmission aux autorités compétentes en cas de mortalité massive ou en cas de mortalité d'une espèce protégée à haute vulnérabilité.</p> <p>Cette instruction est appliquée par l'exploitant et le BE intervenant sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Retour d'expérience sur la mortalité du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/09/2000, article R 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retour d'expérience sur la mortalité du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou</p>

incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a rédigé une instruction intitulée "Remontée d'information sur la mortalité" à destination des intervenants et des riverains.

Cette instruction a été transmise post-inspection, et n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.

L'exploitant indique qu'en dehors des suivis environnementaux, il n'y a pas eu de mortalité découverte d'espèce protégée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bridage acoustique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/05/2013, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autres mesures de suppression, réduction et compensation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un plan de bridage conformément aux recommandations de l'étude acoustique qui accompagne le dossier de demande d'autorisation, avec asservissement automatique des éoliennes en fonction des conditions de vent mesurées localement.

En particulier, le bridage est impératif pour les éoliennes, en période diurne et nocturne pour des vents de direction Nord Est et nocturne pour des vents de direction Sud Ouest :

- E4, pour des vents compris entre 6 et 8 m/s
- E5, pour des vents compris entre 5 et 8 m/s.

L'exploitant tient à la disposition des installations classées les enregistrements justifiant le bridage effectif des éoliennes.

**Constats :**

Par mail du 05 mai 2021, l'exploitant a demandé et argumenté le déplacement des points de mesures 1 et 2 de l'étude initiale de 2019. Au vu des justifications apportées et de cette possibilité exposée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, ces modifications ont été acceptées par l'inspection.

**La première campagne acoustique s'est déroulée du 7 octobre au 12 novembre 2021.**

Les secteurs de vents dominants identifiés sont Sud-Ouest et Nord-Est. Il n'a pas été constaté de dépassements des critères réglementaires en périodes diurne et nocturne, sur les classes de vitesse de vent validées.

Cependant, en secteur Nord-Est, au point de mesure ZER5, un dépassement de l'émergence



réglementaire a été calculé pour la classe de vitesse de vent de 6 m/s.

**La seconde étude acoustique s'est déroulée entre le 9 mars et le 3 avril 2023.**

Cette campagne de mesure n'a pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites applicables pour l'ensemble des zones à émergence réglementée, de jour et de nuit, pour un panel de vitesse de vent (standardisée à 10 m) allant entre 3 et 8 m/s pour le secteur de vent dominant Sud-Ouest.

Pour cette direction de vent Sud-Ouest, il n'y a pas de bridage acoustique en vigueur.

Pour la direction de vent Nord-Est, les conditions de vents rencontrées en 2023 n'avaient pas permis de vérifier la conformité.

**La troisième étude a été différée en 2025 du 31 mars au 14 avril, les vents Nord-Est ayant été insuffisants en 2024.**

Cette dernière étude a permis de vérifier l'absence de dépassement des valeurs limites d'émergence selon le plan de bridage en vigueur implémenté en 2021 :

- absence de bridage diurne (7 h - 22 h),
- un bridage nocturne est en vigueur pour E3, E4 et E5 selon les conditions de vents.

Des copies d'écran du "Supervisory Control and Data Acquisition" (SCADA) consultées par l'inspection ont justifié la mise en oeuvre du plan de bridage acoustique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Equipements de bridage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien et maintenance des équipements permettant le bridage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations d'entretien afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation. L'exploitant tient à jour pour chaque installation un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance ou d'entretien et leur nature, les défaillances constatées et les opérations correctives engagées.

**Constats :**

Dans l'éolienne visitée, le registre d'entretien et de maintenance est complété.

Le manuel d'entretien des éoliennes comporte la vérification trimestrielle des valeurs de l'horloge, de l'anémomètre et du thermomètre.

Concernant le contrôle des systèmes instrumentés, dont les capteurs de température, l'exploitant a indiqué dans son suivi de maintenance que :

*"Ces systèmes ne font pas l'objet de point de maintenance. Cependant, ils sont supervisés en temps réel par le controller de la turbine (le controller fait partie des points de maintenance). Lorsqu'une défaillance d'un équipement est constatée, une alarme est créée et la turbine se met à l'arrêt. Le protocole de redémarrage est ensuite enclenché en fonction du type d'alarme."*

Egalement, il est exposé dans ce même document que le capteur de vent est contrôlé à la fréquence annuelle.

La vérification du câblage de ces instruments n'est pas notée.

L'exploitant dispose du registre des maintenances de sécurité pour chaque machine.

L'exploitant a expliqué que le SCADA générerait une alarme en cas de défaillance, de tous types.

Il n'a pas précisé si des tests de défaillance sur les équipements destinés au fonctionnement du

<p>bridage étaient réalisés.</p> <p>L'exploitant n'a pas apporté d'éléments démontrant que, en cas de défaillance de l'un des systèmes d'activation de bridage, les éoliennes seraient mises à l'arrêt immédiatement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit détailler les vérifications faites sur les instruments de mesures liés au déclenchement du bridage et sur le contrôler.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les documents permettant d'apprécier les conditions de fonctionnement des éoliennes en cas de défaillance des équipements concourant au fonctionnement du bridage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>